**Vision 2019**

1. **Notre constat**

L’Europe est en danger. De nombreux indicateurs convergent dans le même sens et soulignent **la phase de déclin dans laquelle s’est engagée l’Union européenne** : vieillissement de la population, dénatalité, replis identitaires, montée des extrémismes, explosion du chômage, en particulier chez les jeunes, déclassement et décrochages professionnels, paupérisation d’une partie croissante des populations, lourdeurs administratives, chute de la compétitivité des entreprises européennes, menaces terroristes, aggravation significative des déficits et incapacité d’imposer la réduction des dettes souveraines qui n’ont cessé de croître en dépit des critères de convergence de Maastricht.

Assis sur notre héritage, nous n’avons pas su nous poser les bonnes questions au moment opportun. Plutôt que d’entériner les changements planétaires qui sont intervenus et nous projeter dans l’avenir en tenant compte de ces bouleversements majeurs tels que la mondialisation des marchés, l’émergence de nouveaux pôles politiques et économiques, de nouvelles zones d’influence commerciales ou de nouveaux modes d’organisation intégrés, nous avons préféré nous voiler la face et **nous nous sommes réfugiés derrière l’illusion de la puissance et du rayonnement des nations européennes dans le monde.** **Sauf que ce passé est totalement révolu** et qu’à moins de réformer en profondeur l’Union par un saut structurel de l’Etat-Nation vers une fédération européenne, la nostalgie de cette splendeur perdue ne nous conduira qu’à de sérieuses désillusions.

Ces tendances lourdes ne sont pas irréversibles mais elles nécessitent une réaction aussi forte que la situation le réclame. D’autant que le déclin qu’elles signalent se trouve accentué par une série de clivages fortement marqués qui risquent de conduire à des fractures profondes, pire, au délitement progressif de l’Union : résurgence des régionalismes qui menacent de déstabiliser les Etats, et donc les équilibres entre puissances européennes nationales (Ecosse, Catalogne, Flandre, Lombardie…), fracture Nord-Sud qui sépare l’Europe entre pays performants et peu performants sur le plan économique, fracture Ouest-Est qui accentue la concurrence interne entre travailleurs mieux et mal payés, et divise l’Europe entre Etats ouverts et respectueux du droit des demandeurs d’asiles, mieux armés pour faire face aux déplacements de population et en absorber une partie, et des Etats qui s’y refusent catégoriquement. Pire, la remise en cause par certains des fondements de l’Etat de droit comme en Hongrie ou en Pologne, voire de leur appartenance pure et simple à l’Union (Royaume-Uni ou Grèce) risque pour la première fois de générer un recul important de la marche européenne. Celui-ci pourrait alors très rapidement atteindre, par voie de contamination, d’autres pays ou de nouvelles **populations qui imputent à l’Europe les difficultés qu’elles traversent au niveau national**.

Les perspectives peu engageantes et la méfiance croissante des populations à l’égard de l’Europe font le lit des extrêmes, de gauche comme de droite, qui instillent dans une opinion publique de plus en plus large un ressentiment profond et préconisent un repli nationaliste ou souverainiste.

1. **Notre réaction**

Depuis sa création voici trois ans, Stand Up for Europe (www.standupforeurope.eu) s’emploie à **sensibiliser les citoyens à ce danger grandissant et à convaincre les Européens qu’il est urgent d’accélérer de manière significative le processus d’intégration**. A cette fin, Stand Up a déjà conduit un certain nombre d’actions :

* Présentation d’une liste en Belgique aux élections européennes de 2014
* Constitution d’un Comité de Soutien composé de plus de 60 personnalités de la société civile belge (appartenant aux sphères artistique, culturelle, entrepreneuriale, scientifique, etc.) qui promeuvent le projet de Stand Up.
* Croissance du nombre d’adhérents (près de 450 adhérents).
* Développement du mouvement sur les réseaux sociaux (plus de 20,000 fans sur Facebook).
* Diffusion de newsletters mensuelles.
* Création d’un Comité de rédaction pour rédiger des cartes blanches et des billets dans la presse.
* Création de trois cercles universitaires (St Louis, UCL et ULB).
* Création d’antennes locales,
* Organisation de conférences et de débats.
* Création du Nouvel Européen ([www.lenouveleuropeen.be](http://www.lenouveleuropeen.be)), e-magazine d’anticipation destiné à diffuser concrètement à travers des articles de fiction, les avantages que la fédération européenne pourra prodiguer et à montrer qu’une autre manière de faire de la politique est possible.
* Préparation d’une initiative citoyenne (ICE) sur la crise des migrants, qui a pour ambition de récolter en un an plus d’un million de signatures autour d’une proposition soumise à la population afin qu’elle soit obligatoirement portée à l’agenda du Parlement européen, lequel sera tenu de l’examiner.
* Elaboration avec BOZAR d’une œuvre d’art réunissant 28 plasticiens européens (un par pays) destinée à symboliser la concorde et l’unité européenne, riche de sa diversité.
* Campagne de sensibilisation des partis et mouvements fédéralistes européens, actuellement très divisés, à la nécessité d’unir nos forces pour peser plus formellement dans les discussions sur l’avenir de l’Europe.

Après cette première phase d’ancrage dans la société et ses relais, il convient à présent de passer à une deuxième étape stratégique et de proposer une démarche spécifique.

1. **Notre projet pour l’avenir**

L’objectif est de rechercher à maximiser l’impact politique et médiatique grâce au projet **Vision 2019** de Stand Up for Europe:

* Il s’agit d’une plateforme trans-courant qui sera promue durant les élections européennes de 2019.
* Elle repose sur l’idée de la **création d’une liste unique présentée dans plusieurs pays européens et reprise sous un même nom**. Celle-ci constituera donc la première liste véritablement transnationale de l’histoire électorale européenne.
* Elle sera composée de **personnalités européennes disposant d’une forte notoriété** nationale et/ou internationale. Les candidat(e)s seront issu(e)s en partie de **la société civile**, et en partie du monde politique, sous réserve que ces responsables politiques expérimentés aient pris leurs distances vis-à-vis de leurs états-majors, des arènes politiques nationales et de la « politique politicienne ».
* Elle sera **non-partisane**, puisqu’elle sera constituée d’un nombre comparable de femmes et d’hommes de gauche, du centre et de droite. Toutes les sensibilités sont les bienvenues (à l’exclusion bien entendu des extrêmes). Au-delà de leurs différences de sensibilité politique, qui feront la richesse et l’originalité de notre liste, les candidat(e)s devront en revanche partager impérativement la même ambition : faire avancer l’Europe fédérale.
* Elle sera également la plus **fédératrice** possible en ce sens que sa légitimité repose sur son ancrage dans la diversité du tissu social dont elle émane. Nous espérons ainsi **rallier à nous des représentants du monde associatif, des mouvements citoyens, des collectivités locales, voire des mouvements politiques « classiques », pour autant que les responsables qui nous rejoindront acceptent de défendre les intérêts des Européens en priorité absolue**, et non ceux des appareils nationaux classiques (envers lesquels nous n’avons évidemment aucune animosité) mais nous voyons une contradiction insurmontable dans leur positionnement à la fois national puisque les investitures dépendent de partis « domestiques », et européen, lequel doit dépasser la défense des intérêts strictement nationaux.

Refusant tout populisme, nous ne prétendons évidemment pas que l’Europe fédérale résoudra tous les problèmes mais nous soutenons en revanche, que sans elle, ils ne pourront jamais même être traités comme ils le devraient. L’Union européenne a permis depuis sa création de réaliser des avancées spectaculaires comme le maintien de la paix à l’intérieur de son espace, le développement d’un marché intérieur, l’accroissement du niveau de vie des classes moyennes… Mais le modèle a atteint aujourd’hui ses limites puisque **les enjeux qui se posent à nous sont à présent globaux, mondialisés, et qu’un Etat membre, aussi puissant qu’il soit, ne pourra jamais à lui seul y faire face**. Tout recul en arrière nuirait donc aux intérêts des Etats eux-mêmes et le maintien d’une structure comme celle de l’Union n’offre plus la possibilité, comme nous le constatons tous les jours, de faire face aux défis qu’elle doit relever parce que les processus de décision sont trop lourds, parce que l’hétérogénéité des législations est trop complexe, et par conséquent, vectrice de lenteurs, parce que les institutions souffrent d’une opacité démocratique, coupée de la société civile, qui ne répond plus aux attentes de nos contemporains…

A nos yeux, **l’Europe fédérale est donc la seule alternative viable et crédible. Toutefois, elle est une condition nécessaire mais non suffisante pour inverser les tendances lourdes** que nous soulignions en préambule. Nous souhaitons dès lors une Europe plus forte, plus sociale, plus inventive, plus entrepreneuriale qui replace le citoyen, l’éducation, la culture, le lien social et la qualité de la vie au cœur de son projet. Une Europe qui soit entendue dans le reste du monde, qui offre un avenir à sa jeunesse, qui propose à nouveau des grands projets scientifiques porteurs d’innovation dans l’espace, les réseaux, l’énergie verte, une Europe qui croie en ses talents, qui modernise son modèle social, qui défende activement la libre entreprise et s’engage dans une politique de formation et de soutien à la croissance et à l’emploi. Une Europe qui évite les coûts exorbitants et inutiles, qui parle d’une seule voix et gère de manière rationnelle ses dépenses en créant une armée, une diplomatie, une coopération extérieure, une politique de recherche et développement etc. et non 28, et qui se mette en ordre de marche dans tous les domaines et tous secteurs où il est possible d’éviter des redondances nationales. Les économies ainsi réalisées se monteront à 1.000 milliards d’euros(1) par an soit 7% du PIB européen, ce qui permettra de commencer à rembourser les dettes souveraines et de mener une autre politique que celle de l’austérité. Pour relancer le processus d’intégration, il est urgent de redynamiser l’initiative traditionnellement conduite par le couple franco-allemand, mais également de **réunir autour de la table des négociations les 6 membres-fondateurs historiques pour qu’ils ouvrent la voie de la fédéralisation de l’Europe**.

Outre les marges de manœuvre en matière de politique économique, sociale et culturelle que le fédéralisme permet de dégager, la rapidité des décisions, la cohérence d’une législation homogène applicable sur tout le territoire européen, l’harmonisation de la fiscalité, **la libération et l’encouragement de l’activité économique ou la réforme par le haut d’un système de protection sociale** au financement sécurisé et garanti permettront de créer cette « autre Europe » espérée par le citoyen. Pour se régénérer, l’Europe doit être plus transparente et ses représentants doivent être investis de la légitimité populaire.

Nous appelons donc à une politique reposant sur des piliers communs comme le budget européen, la défense ou la fiscalité, conduite par **un président élu au suffrage universel** et responsable de son action devant **un Parlement bicaméral**. La nouvelle **Assemblée européenne sera constituée de députés issus de partis politiques coupés de leurs directions nationales** pour représenter authentiquement les intérêts de tous les Européens, et ne plus reporter, comme c’est encore le cas aujourd’hui, au niveau européen, les intérêts particularistes de certains au détriment de ceux de tous. La Seconde chambre, celle représentant les Etats, pourrait être le **produit d'une fusion du Conseil avec le Comité des régions**. Ainsi, la structure institutionnelle sera intégralement **soumise à la sanction démocratique**, dans un jeu d’équilibre qui favorise l’action tout en respectant la complexité des intérêts locaux et généraux.

Dans un monde globalisé comme le nôtre, la seule manière de retrouver une réelle souveraineté, c’est-à-dire une capacité de construire un modèle qui reflète fidèlement nos valeurs, d’agir et de peser dans le reste du monde, est de nous organiser en une fédération, afin d’unir nos forces plutôt que de les disperser, afin de développer une société plus solidaire plutôt que d’ériger des frontières autour de nos égos nationaux, afin de créer un dialogue constant entre les élus et l’Europe « d’en bas », et de relancer une politique de croissance dont la redistribution des bénéfices financiers, économiques, sociaux et culturels profitera à l’ensemble de la société européenne.

**C’est notre Vision pour 2019. Notre vision pour une Europe fédérale.**

(1)Publication de la Direction de l’évaluation de l’impact et de la valeur ajoutée européenne, Direction Générale des services de recherche parlementaire, Parlement Européen – PE 563.350, édition : Juillet 2014